



Synthèse des actes du colloque de Rabat (Maroc)

Quelques points mis en valeur par les intervenants

(les différentes interventions peuvent être consultées sur le site Internet du RIFEFF)

Article par R.-Ph. Garry Vice-président du RIFEFF



Première journée : jeudi 24 mars 2005

Le président Taïeb Chkili, recteur de l'université Mohamed V-Souissi (Rabat) a ouvert la session de ce colloque en exprimant sa satisfaction d'accueillir ce colloque au Maroc, pays arabe ayant des liens culturels importants avec l'espace francophone. Il rappelle que nos préoccupations ne sont pas spécifiquement francophones mais mondiales : "former des formateurs pour une école dans une société en constante évolution et qui n'est plus le seul vecteur du savoir. Dans ce contexte, il n'y a plus de système clé en main mais des moyens différents, des expériences que nous devons mutualiser pour adapter nos systèmes de formation."

Monsieur Jean-Dominique Assié, représentant de madame Michèle Gendreau-Massaloux, rectrice

de l'AUF a fait part de la satisfaction de l'AUF pour la tenue de ce premier colloque du RIFEFF. Il a notamment mentionné notre contribution à la pédagogie universitaire et ses défis essentiels pour l'éducation et le développement durable. Il a mis en évidence la force de ce réseau, sa spécificité, celle d'intéresser tous les domaines. L'orateur a rappelé l'existence des 14 réseaux indépendants de l'AUF que cette dernière accompagne et soutient, réseaux d'appropriation dans la diversité. A côté de ce premier état d'existence J-D Assié envisage la dimension de l'action et particulièrement celle de l'accompagnement des établissements pour identifier leurs forces et leurs faiblesses, pour investir sur ces compétences et partager des moyens et une évaluation par les pairs... le troisième axe étant les coopérations proprement dites, bien ciblées d'où tout l'intérêt de nos travaux. Pour ces actions le RIFEFF peut compter sur l'accompagnement de l'AUF. Monsieur Philippe Lepoivre, représentant de l'AUF pour le Maghreb et l'Europe a présenté l'AUF.

Le président Thierry Karsenti remercie les intervenants et fait l'accueil de tous les pays participants. Il présente également le bureau du RIFEFF ainsi que le site créé à Montréal.

Monsieur M'hammed Zgor, doyen de la faculté des sciences de l'éducation de l'université Mohammed V Souissi accueille les participants en faisant part de son plaisir et de son émotion : "Quand les Arabes

sont en présence de leurs nobles leur propos se meut en poésie." Il présente son institution, ancienne école normale d'instituteurs puis faculté de pédagogie, cheville ouvrière du monde francophone en assurant une année de formation à tous les étudiants non francophones.

Après la pause Monsieur Raymond-Philippe Garry, vice-président présente les premiers résultats de l'enquête sur la formation initiale des enseignants dans la francophonie.

Après un déjeuner pris en commun sous un beau soleil marocain dans le très beau cadre de la faculté des sciences de l'éducation, des ateliers étaient prévus pour traiter de l'ensemble des questions thématiques suivantes :

- Objectifs et stratégies de formation initiale
- Etat de la formation continue
- Le statut des enseignants dans la francophonie
- Les TIC et la formation des enseignants
- Défis de la formation des enseignants dans la francophonie

Le souhait d'une meilleure connaissance des établissements et de leurs cursus étant apparu lors de la présentation de l'enquête, les ateliers de l'après-midi ont été recentrés dans ce sens, mettant en évidence l'hétérogénéité des parcours de formation et de recrutement au sein du monde francophone.

Deuxième journée : vendredi 25 mars 2005

En début de la deuxième journée de nos travaux, Madame Juliette Bechoux, membre du bureau du RIFEFF, a présenté le conférencier, le professeur Léopold Paquay, chercheur et praticien à l'université de Louvain la Neuve, participant à de nombreux réseaux internationaux. Si la question sur le programme était "Qu'est qu'un professionnel de l'enseignement ?", le conférencier a souhaité, sans doute avec raison orienter son propos sur "Qu'est ce que former un enseignant professionnel ?"

Quelques questions sont posées à la fin de cette conférence très appréciée, par exemple :

Q° : Quelle est la corrélation des moyens avec les difficultés de former les enseignants ?

L. Paquay : Si la ressource est très limitée la priorité n'est peut être plus la formation initiale mais des formations par des systèmes à ressources, des réseaux.

Q° : Etre enseignant est un métier, qu'apportent les sciences de l'éducation et comment le débat entre didacticiens et experts en sciences de l'éducation contribue-t-il à la professionnalité des enseignants?

L.P. : Notons une définition du travail en discipline et didactique et à la différence une approche transversale en sciences de l'éducation, d'où une tension. Les spécialistes en didactique ont des outils mais les théories didactiques sont limitées et ne prennent pas en compte par exemple le pouvoir ou la motivation. Les sciences de l'éducation ne doivent pas être déconnectées de la pratique (on n'est pas dans un laboratoire...). Il faut donc un dialogue indispensable entre les deux spécialités avec des projets communs tant en recherche qu'en formation.



Après la pause, on aborde les débats thématiques, en présence des membres du bureau et sous la présidence de madame Juliette Bechoux qui demande aux intervenants de donner si possible des pistes d'actions concrètes. Le thème du recrutement des enseignants n'est pas traité ayant été abordé la journée précédente et par ailleurs ayant une dimension politique variable selon les pays.

Premier thème : Les stages et la formation des enseignants.

Intervention de M. Henry Awit (Liban) qui met l'accent sur la multiplicité des difficultés pour installer des stages professionnalisants.

Lors de l'échange, M. Saley Maman du Niger évoque le problème du manque d'écoles associées pour accueillir les stagiaires. M. Constantin Petrovici de Roumanie apporte un élément quant à la pratique



dans son pays, en précisant qu'une solution a été envisagée en utilisant la stratégie suivante :

parmi les étudiants inscrits en formation continue, il y a des instituteurs qui ont été formés dans nos lycées pédagogiques. Les stagiaires utilisent comme lieu de stage les classes de ces derniers, avec des enseignants qui les accompagnent. Le lien entre théorie et pratique est ainsi effectif avec en plus un accompagnement des universitaires.

Deuxième thème : La formation des formateurs.

Intervention de M. M'Hamed Zgor (Maroc). Il n'est pas possible de dissocier l'interface théorie/pratique et trois paradigmes coexistent :

- 1) La paléo pédagogie
- 2) La méso pédagogie
- 3) La plate-forme

"Le chimiste qui maîtrise ses formules ne doit pas oublier l'apport des sciences de l'éducation."

En conclusion la formation doit intégrer des paramètres redéfinis, systématiques, pour que les enseignements soient réappropriés. Juliette Bechoux, à la suite de cet exposé, insiste sur ce que devraient être des indicateurs de qualité.

M. Tidjane Diallo (Guinée), membre du bureau fait un état des lieux pour les pays de l'Afrique de l'Ouest : Il exprime la volonté d'une scolarité de tous les enfants de 6 à 12 ans d'ici 2010 et de tous les enfants en 2015, d'où une forte pression sur l'enseignement secondaire et la nécessité de former des enseignants, des conseillers pédagogiques, des inspecteurs et des cadres pour le système éducatif.

M. Tidjane Diallo signale la nécessité de mettre en place des microprogrammes transversaux avec un management du changement (rénovation

curriculaire, supervision des stages, encadrement des mémoires professionnels...), une formation spécifique avec de l'analyse des pratiques sans oublier de promouvoir la recherche sur les pratiques.

Après cet exposé un échange avec la salle est proposé. Une première intervention est un constat du fait qu'il existe très peu de facultés des sciences de l'éducation en Afrique et même peu en France, c'est un problème francophone à l'exception du Québec et donc ce sont les formateurs disciplinaires qui font ce travail.

Un collègue de Guinée suggère un travail sur l'organisation de la formation de formateurs car souvent des étudiants deviennent formateurs sans pratique professionnelle.

M. Jacob Tossa, représentant de l'ENS de Porto-Novo, demande de préciser les rôles respectifs des coordonateurs et des superviseurs de stages. Le coordonateur organise en relation avec le chef d'établissement et c'est le superviseur qui suit et qui évalue.

La présidente de la table ronde interpelle les participants en posant la question suivante : la formation initiale est-elle indispensable ?

M. Gilles Baillat de l'IUFM de Reims rappelle que le métier de formateur peut, selon ce que l'on souhaite, être différent ou non du métier d'enseignant. Pour un enseignant artisan le métier est le même mais si une professionnalité est exigée les deux métiers sont différents et une formation initiale des formateurs est indispensable. On doit devenir formateur par une diplomation (exemple un master professionnel ou autre diplôme).

Ces réflexions permettent d'aborder les missions des formateurs : cours, suivi de stages, tutorat, analyse de pratiques, analyse et validation des compétences. Mais aussi la mise en place de groupes de recherche pour la formation, des groupes pour la production de ressources, des séminaires d'études, des journées d'études... Les formateurs doivent être dans un contexte universitaire.

Troisième thème : Les TIC et les formations ouvertes et à distance.

La présidente rappelle combien cet aspect est crucial au sein de notre réseau pour mettre sur pied des cours partagés au niveau international.

Intervention de Gilles Baillat (IUFM de Reims et membre du bureau du RIFEFF) : on peut considérer qu'aujourd'hui les matériels et les conditions techniques dans pratiquement tous les pays existent, la différence résidant dans la quantité de matériels et le degré de fiabilité de ces derniers. C'est une bonne nouvelle car on peut envisager d'agir mais avec une restriction car tous les pays n'ont pas de formateurs TICE d'où un champs de collaboration pour le RIFEFF. L'offre RIFEFF doit s'appliquer à certains domaines par exemple plutôt des espaces et plateformes collaboratives qu'à des cours partagés. Il faut échanger sur des offres de formation et de plateformes avec le soutien de l'AUF. Le président Thierry Karsenti mentionne l'existence de campus numériques très performants dans certaines capitales africaines mais les cultures sont différentes. Des formations importantes existent vers la pédagogie et l'enseignement.

Différents échanges ont lieu avec la salle : un collègue roumain mentionne que les supports pédagogiques ne sont toujours pas bien construits et que cela demande beaucoup de temps et d'énergie. Un collègue de Guinée rappelle que dans son pays des auditeurs ont obtenu des diplômes par Internet (exemple avec l'UCAM) et que dans ce domaine il faut savoir prendre des risques.

Un second conférencier invité, le professeur Maurice Morenas présente les stratégies d'actions et de développement d'un autre réseau institutionnel de l'AUF, le CIDCDF (Conférence internationale des doyens des facultés de chirurgie dentaire d'expression totalement ou partiellement française). Un collègue français questionne M. Maurice Morénas sur le développement du réseau de chirurgie dentaire dans différents domaines. Concernant l'évaluation de son réseau, il précise qu'il n'y a pas eu d'évaluation externe mais seulement à l'interne, quant aux visites des établissements membres du réseau, elles se sont arrêtées car il n'y avait plus d'établissements candidats. Ces visites sur demande étaient une proposition d'aide et non pas une évaluation proprement dite, cela a fonctionné avec les facultés françaises mais ce n'est pas dans la culture de tous les pays.

Le colloque s'est poursuivi par un travail en ateliers sur des propositions d'actions pour le RIFEFF : trois pistes à court terme. Le président Th. Karsenti

pour clore cette deuxième journée propose aux participants de se répartir en trois ateliers animés respectivement par Juliette Bechoux, Raymond-Philippe Garry et lui-même. A charge pour chacun de ces ateliers de faire trois propositions d'actions à court terme. Sont rapportées ci-dessous les pistes dégagées par chaque groupe de travail.

Atelier 1 (rapporteur J. Bechoux et J. Gédéon)

Premier axe : faire un véritable état des lieux des formations pour chaque pays (modalités et contenus) .Envisager des collaborations, des échanges et des formations en utilisant les tic. Créer des mini réseaux (thèmes particuliers... ex. : éducation à la santé...).

Deuxième axe : formation de formateurs : relation FI/FC.

Troisième axe : le domaine linguistique : la maîtrise de la langue, la place du français et des langues nationales.

Atelier 2 (rapporteur R.-Ph. Garry)

Premier axe : consolider le réseau : Augmenter le nombre d'adhérents, créer un bulletin de liaison voire des brèves, organiser des séminaires régionaux.

Deuxième axe : proposer un diagnostic interne aux établissements qui le souhaitent (ce n'est pas une expertise mais un accompagnement).

Troisième axe : faciliter les échanges, la formation de formateurs (qualité linguistique des formateurs), les relations avec la recherche.

Atelier 3 (rapporteur Th. Karsenti)

Organiser un colloque général et thématique. (exemple : l'enseignement des sciences...).

Développer le site web, l'annuaire et mettre en commun des documents.

Conclusion du colloque par le président du RIFEFF.



T. Karsenti et R.-Ph. Garry

